page A 4
(Y)YELLOW (C)CYAN (M)MAGENTA (K)BLACK

ÉLECTIONS 2006 : JOUR 22

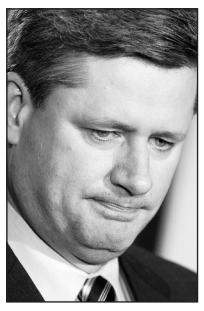
CITATION DU JOUR

« « C'est un appui clair au Bloc là-dessus : qu'ils brassent. On sait que le Bloc ne prendra jamais le pouvoir, mais qu'ils brassent, quel que soit le gouvernement. Si c'est celui-là encore, (il faut) les brasser comme il faut pour qu'on règle ces questions-là une fois pour toutes. »

— HENRI MASSÉ
Le président de la FTQ accordait hier son appui au Bloc.

VÉRIFICATION FAITE

LA PLACE DU QUÉBEC



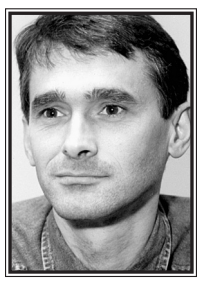
« Un gouvernement conservateur serait prêt à reconnaître au Québec la possibilité de participer aux institutions internationales comme l'UNESCO, selon le modèle du Sommet de la francophonie. »

STEPHEN HARPER
le chef conservateur présentant hier sa vision de la place du Québec sur la scène internationale.

LA RÉALITÉ

Le gouvernement Charest a revendiqué récemment d'Ottawa une plus grande marge de manœuvre sur la scène internationale, en s'inspirant de la « doctrine Gérin-Lajoie » qui veut que le Québec puisse exercer ses compétences exclusives autant à l'étranger qu'ici même au pays. Cette position, qui n'a jamais été totalement abandonnée par le Québec, remonte tout de même à 1965.

Mais selon Stéphane Beaulac, professeur agrégé de droit de l'Université de Montréal, M. Harper devra être extrêmement prudent parce qu'une ouverture dans ce dossier pourrait être lourde de conséquences pour l'avenir.



Pierre Asselin

PAsselin@lesoleil.com

« Adopter un tel accord-cadre peut avoir des conséquences sur le plan international. De reconnaître un tel pouvoir à une province de la sorte, même sans passer formellement par la Constitution, risque de rebondir dans le visage d'Ottawa à l'avenir advenant qu'il y ait une forme de séparation ou de réalisation de la souveraineté du Québec. »

Le professeur explique que si jamais un tel scénario devait se concrétiser, l'étape de la reconnaissance du Québec par d'autres pays serait alors déterminante. « Un des premiers critères que les pays regardent avant de reconnaître un État souverain c'est s'il y a exercice de pouvoirs qui peuvent être assimilés aux pleins pouvoirs d'un tel État, et la possibilité d'entrer en accord avec d'autres États est l'un des gros morceaux. Donc l'accord que conclurait M. Harper pourrait se révéler dans le futur un cadeau empoisonné. »

Imaginons un instant qu'Ottawa refuse de reconnaître la légitimité de la séparation, explique-t-il. Le fédéral pourrait difficilement empêcher les autres pays d'invoquer le fait que Québec signe des ententes à l'étranger.

« Le meilleur exemple est très près de nous. Quand le Canada a voulu affirmer sa souveraineté face à la Grande-Bretagne, un des éléments invoqués par les gouvernements successifs à Ottawa était que le Canada avait déjà exercé sa personnalité internationale dans les traités qu'il avait conclu avec des pays étrangers, et c'est même officiellement confirmé dans les statuts de Westminster. »

Évidemment, le gouvernement Charest ne peut qu'être intéressé par l'ouverture des conservateurs puisqu'elle semble aller dans le sens des demandes formulées en septembre par le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier.

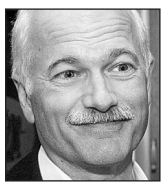
Le Québec serait certainement intéressé à une plus grande représentation internationale sur des questions comme la culture, la langue, l'éducation ou l'UNESCO, mais d'autres provinces comme l'Alberta seraient aussi intéressées par des questions comme l'environnement et l'accord de Kyoto, estime cependant le juriste. « Ce serait très difficile de donner cette possibilité-là à une province et de fermer la porte aux neuf autres, même si juridiquement ça ne poserait aucun problème qu'Ottawa et Québec concluent une entente sur la représentation internationale. »

Une opinion partagée par l'ex-sénateur et constitutionnaliste Gérald Beaudoin. « Pour accorder ces pouvoirs au Québec, il faut que ça soit délimité par des accords, parce que ce n'est pas dans la Constitution. Rien n'empêche le fédéral de le faire mais il faut que ça soit bien fait et très clair. Et si vous le faites pour une autre province, vous allez être obligé de l'offrir aux autres », conclut M. Beaudoin en rappelant l'accord-cadre de 1965 qui a permis au Québec de conclure des ententes avec la France en matière culturelle, et qui a été plus tard étendu au Nouveau-Brunswick.

*Vous trouverez dans la rubrique Élections fédérales de notre site Internet (**www.lesoleil.com**) tous les textes de notre série « Vérification faite » publiés au cours de la présente campagne.*

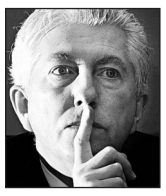
HORAIRE DES CHEFS

HORAIRE DE PAUL MARTIN
- ❑ **10 h 15** Visite de la ferme familiale Prince à Buxton nord (Ontario)
- ❑ **14 h 30** Table ronde avec des agriculteurs locaux à Harrow (Ontario)
- ❑ **16 h** Bref arrêt au Remark Fresh Foods à Windsor (Ontario)



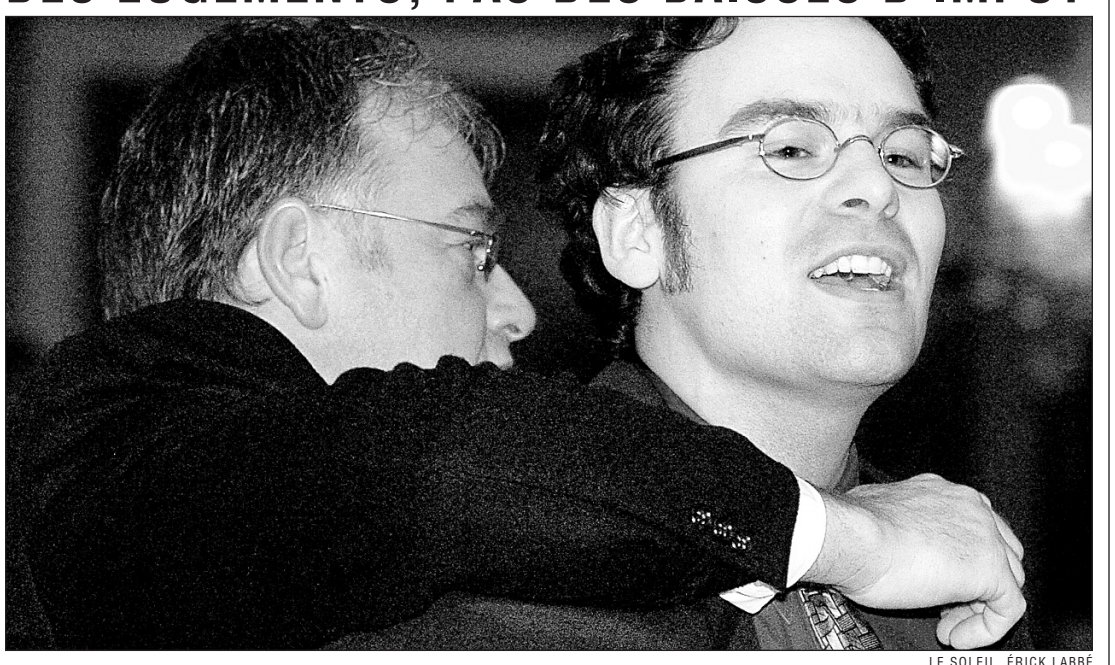
HORAIRE DE JACK LAYTON
- ❑ **10 h** Annonce de tournée en compagnie d'Olivia Chow, candidate du NPD dans Trinity-Spadina à Toronto (Ontario)
- ❑ **20 h** Assemblée d'investiture à Winnipeg (Manitoba)

HORAIRE DE STEPHEN HARPER
- ❑ **10 h** Événement de tournée à Toronto (Ontario)
- ❑ **15 h** Escale à London (Ontario)



HORAIRE DE GILLES DUCEPPE
- ❑ Non disponible

DES LOGEMENTS, PAS DES BAISSES D'IMPÔT



LE SOLEIL, ÉRICK LABBÉ

En veston-cravate, quelques membres de la Coalition pour le droit au logement ont troublé l'allocution de Stephen Harper, hier, à l'hôtel Palace Royal. Lorsque le chef conservateur a abordé la question des baisses d'impôt, l'un d'eux lui a coupé la parole pour faire valoir que cet argent devrait plutôt servir à la construction de logements sociaux. Ils ont été escorté hors de la salle où ils avaient réservé une table en scandant : « pas de baisses d'impôt, des logements sociaux ! ».

MISSIVE DES PREMIERS MINISTRES

Bon accueil de Harper

SIMON BOIVIN ET MYLÈNE MOISAN
SBoivin@lesoleil.com
MMoisan@lesoleil.com

■ La « carte de Noël » envoyée aux chefs des partis fédéraux n'a pas déplu à Stephen Harper, qui y retrouve plusieurs éléments de son programme électoral.

La missive du Conseil de la fédération, dont LE SOLEIL a dévoilé l'existence dans son édition d'hier, n'a pas indisposé le chef conservateur.

« Je n'ai pas encore eu le temps de la lire dans le détail, a-t-il admis. On m'a fait un résumé du contenu de la lettre, et tout cela me semble très près de notre programme. »

M. Harper entend répondre officiellement aux dirigeants politiques des provinces et territoires du Canada dans « les prochains jours ».

La lettre du Conseil de la fédération demande aux partis politiques de dire à quelle enseigne ils logent sur cinq questions : le déséquilibre fiscal, le rôle des provinces à l'international, le financement de l'éducation post-secondaire, le transport intermodal et la défense des systèmes de gestion de l'offre agricole.

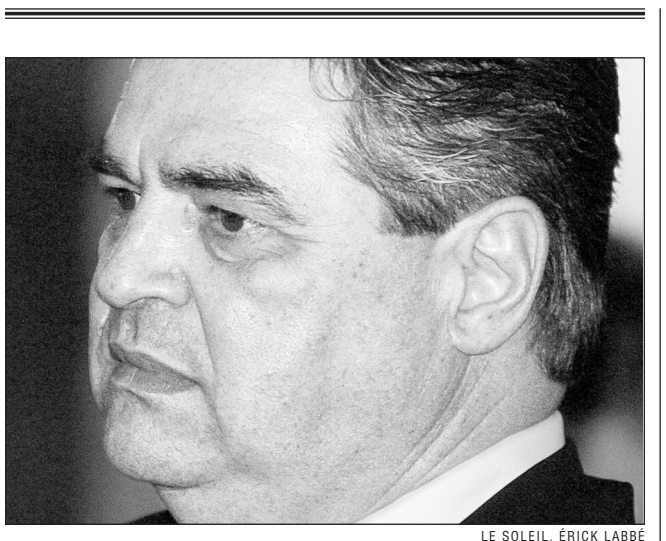
De passage dans la capitale, hier, le chef conservateur a souligné son intention de mettre fin au déséquilibre fiscal et de permettre aux provinces d'occuper une place à l'étranger lorsqu'il est question de leurs compétences.

UNE INITIATIVE DE CHAREST

Le premier ministre Jean Charest, qui avait eu l'idée de solliciter les chefs de parti lors des élections de 2004, a pris l'initiative de recommencer cette année. Brandissant l'entente sur la santé et la reconnaissance du fédéralisme asymétrique comme des conséquences directes de cette initiative, M. Charest espère encore une fois forcer les chefs à se commettre sur les priorités des provinces.

Le premier ministre du Québec s'est félicité d'avoir amené ses collègues des autres provinces à inclure dans la liste des cinq demandes « les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la gestion de l'offre », un enjeu particulièrement important pour les producteurs agricoles du Québec.

Quant à la demande de financement de l'éducation post-secondaire, M. Charest ne craint pas qu'elle soit comprise comme une invitation à venir empiéter dans les compétences provinciales. « Je fais toujours attention pour dégager une zone de confort pour mes collègues, a-t-il rappelé hier en entrevue. Ce que vous vous voudriez peut-être accepter du fédéral, c'est inacceptable pour nous. Si l'Ontario accepte les fonds ciblés, je ne vous empêcherai pas de l'obtenir. Ce que je vous demande en retour, par contre, c'est de respecter les compétences québécoises. Je recherche du Conseil de la fédération qu'il appuie la différence québécoise. »



LE SOLEIL, ÉRICK LABBÉ

Le sénateur Pierre-Claude Nolin

MARIAGE GAI

Nolin mal à l'aise avec la position de Harper

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

Le sénateur conservateur Pierre-Claude Nolin aurait préféré que la question des mariages gais ne revienne pas sur le tapis. Mais il n'est pas trop inquiet, puisqu'il croit que le Sénat s'objecterait à une loi revenant à l'ancienne définition.

« J'aurais aimé mieux que ça ne revienne pas, mais je respecte l'opinion de ceux qui disent que cela n'a pas fait l'objet d'un vote libre », a indiqué au SOLEIL le directeur de la campagne conservatrice au Québec.

De toute façon, le sénateur a un « petit secret » là-dessus. « Je pense que la meilleure protection des acquis, c'est le Sénat, souligne M. Nolin. Le Sénat n'acceptera pas de rouvrir ce dossier-là. Pas avec les collègues que j'ai devant moi au Sénat, c'est sûr et certain. C'est un peu comme la question de l'avortement. C'est le sénat qui a réglé ça en 1990. »

Il ne croit pas que le chef conservateur, Stephen Harper, entretient de faux espoir quand il remet le mariage gai à l'ordre du jour électoral. M. Nolin estime qu'une surprise reste possible. « Un vote libre, c'est un vote libre », note-t-il.

La question doit être posée au sénateur Nolin, qui a présidé un comité sur la légalisation de la marijuana. A-t-il de la difficulté à convaincre Stephen Harper de la validité de son argumentaire ? « On a des discussions très intéressantes. C'est un dossier qui reste ouvert entre nous et on continue à en parler. » Il compte continuer à promouvoir la légalisation au cours des prochaines années. « Je vais le faire à la vitesse où les Canadiens sont prêts à le faire. C'est un dossier qui fait son chemin, même au Parlement, et je pense que la population s'éduque petit à petit face à cette idée. »

EN BREF

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

Martin à Québec demain

■ L'information n'est pas encore officielle, mais tout indique que le premier ministre Paul Martin devrait être à Québec demain. Il n'a pas été possible de savoir s'il compte faire une annonce. Par ailleurs, Alain Kirouac, directeur général de la Chambre de commerce de Québec, indique que Gilles Duceppe a accepté son invitation au Palace Royal le 12 janvier. Il attend une réponse à son invitation à l'intention de Paul Martin pour le lendemain.

BEAUCE

L'adéquiste Grondin derrière Bernier

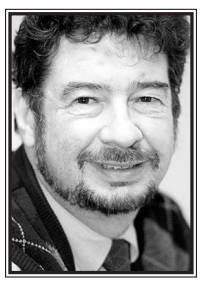
■ Un premier député adéquiste offre son appui officiel à un candidat dans la campagne électorale. Après avoir indiqué qu'il ne travaillerait pour personne, Janvier Grondin, député de Beauce-Nord, s'est publiquement rangé derrière le candidat conservateur en Beauce, Maxime Bernier. Un autre adéquiste, ancien président d'association de circonscription, Jacques Gourde, est candidat pour le PCC dans Lotbinière.

Le NPD a son candidat dans Louis-Saint-Laurent

■ Le Nouveau Parti démocratique a officialisé la candidature de Robert Donnelly dans Louis-Saint-Laurent, hier. Né à Québec, il est membre de la communauté irlandaise de la capitale et a déjà milité aux côtés d'Alexa McDonough, une ex-chef néo-démocrate. Professeur de langues et de lettre au collégial, il veut mettre l'accent sur le décrochage scolaire, les services de garde, les soins à domicile pour les aînés et l'argent pour les études post-secondaires. Sur le plan local, il portera attention au projet d'expansion de Wendake.

21 jours, et rien ne bouge

MONTRÉAL — Vingt et un jours de campagne électorale déjà, la quatrième semaine commence aujourd'hui, et pourtant, rien ne bouge. Les sondages au Québec comme au Canada se répètent désespérément, et les faibles cotes d'écoute des deux débats télévisés témoignent d'une large indifférence de l'électorat.



Raymond Giroux

RGiroux@lesoleil.com

Paul Martin mène toujours, mais en territoire minoritaire. Dès qu'un sondage montre les libéraux à portée du seuil magique des 40 %, là où ils peuvent se dégager une majorité en travaillant des circonscriptions ciblées, ils rechutent de deux ou trois points.

Comme le parti de M. Martin a bousillé toutes ses cartouches dans les 10 jours précédant le déclenchement de la campagne, il lui reste fort peu à montrer aux électeurs.

Aussi doit-il se limiter à des images et à des mots : se poser comme l'unique défenseur de l'unité du pays, comme l'a fait avec une passion on ne peut plus planifiée le premier ministre dans le débat en anglais, vendredi, peut rapporter à court terme.

Mais une fois l'effet réussi, les répliques se font dures : comment parler de l'unité canadienne sans recevoir les commandites en pleine figure ?

Impossible, et Gilles Duceppe ne s'en prive pas. Plusieurs se demandaient comment le Bloc pourrait étirer la sauce plus qu'une semaine ou deux avec ce dossier.

Voilà pourtant que le parti amorce une quatrième semaine en distribuant un petit livre rouge rédigé sous la direction du député Michel Guimond, et que M. Duceppe défie Paul Martin de débattre avec lui dans n'importe quelle rue, village ou ville du Québec.

Pavillons de complaisance et entreprises de la famille Martin enregistrées dans le paradis fiscal des Bahamas

M. Martin traîne aussi dans sa besace une autre faiblesse, déjà récupérée autant par M. Harper que par M. Duceppe : les navires de la CSL qui se promènent partout dans le monde en battant pavillons de complaisance (Bahamas, Liberia, Chypre, Vanuatu).

Ajoutons à cette marmite le paradis fiscal que sont La Barbade pour les entreprises désormais propriété de ses enfants, et voilà un terrain glissant pour qui fait campagne sur sa fierté d'être Canadien.

Du côté des conservateurs, il suffit qu'ils se rapprochent un tantinet des libéraux, à l'échelle nationale, pour que le réflexe anti-Stephen Harper reprenne le dessus et gèle leur progression.

Nul ne peut nier que le parti travaille fort, très fort. Que l'on soit d'accord ou non avec le contenu, il faut reconnaître que, jour après jour, M. Harper propose une solution de rechange sérieuse aux libéraux.

La question de confiance demeure pourtant bien réelle, car le chef du PCC peut difficilement gommer son bagage idéologique. Si le passé est garant de l'avenir, celui-ci ne sera pas bien rose pour ceux qui croient que l'État a un rôle à jouer dans la société.

M. Harper tente une percée à Québec, en Beauce et dans Pontiac. Si les libéraux se battent toujours, à l'heure actuelle, que feront-ils si les fédéralistes s'unissent derrière les conservateurs, dans ces circonscriptions ?

N'oublions jamais que vu sous l'angle du Parti libéral, le prochain Parlement se portera mieux s'il compte le plus petit nombre possible de députés conservateurs, et en ce sens il n'a aucun intérêt à voir remplacer des bloquistes par des « bleus » traditionnels.

Quant à Jack Layton, rien ne va pour lui et son parti. Et pourtant, il devait savoir en abandonnant les libéraux, le mois dernier, que l'histoire se retourne toujours contre le tombeur du gouvernement.

L'Ontario l'a laissé choir comme une voiture usagée lorsque Buzz Hargroove, des Travailleurs canadiens de l'automobile, s'est montré deux fois plutôt qu'une avec Paul Martin, imité en cela par le maire néo-démocrate de Toronto, David Miller.

Et, pas de chance, la FTQ ne lui donne même pas l'ombre d'un appui circonstanciel dans certaines circonscriptions. La première centrale au Québec s'est donnée corps et biens au Bloc, hier.